



L'ELECTION PRESIDENTIELLE FRANÇAISE

VUE DE WASHINGTON

Justin Vaïsse*

On aurait mauvaise grâce de blâmer les Américains pour le manque d'intérêt qu'ils démontrent à l'endroit de l'élection présidentielle française de 2012: elle ne passionne [pas](#) les Français eux-mêmes, qui pourraient bien [s'abstenir](#) massivement. Reste que peu d'articles sérieux sont parus sur le sujet aux Etats-Unis, peu de reportages détaillés, par exemple sur les principaux candidats. Quand ils ne racontent pas un peu [n'importe quoi](#) (ainsi, l'idée que les attentats de Toulouse auraient "[sauvé](#)" la campagne de Nicolas Sarkozy est particulièrement [répandue](#), alors qu'un simple regard sur la courbe des sondages montre sa fausseté), le tableau qu'ils dépeignent est déprimant. C'est celui d'une France au [tissu social déchiré](#), qui est entrée dans une phase de [déli](#) de la réalité économique désastreuse qui est la sienne dans une Europe qui plonge, et dont le président aux abois [agite](#) les passions xénophobes et [joue](#) lui aussi sur la lutte des classes pour se tirer de son mauvais pas électoral. Quant au candidat socialiste, il mène tout simplement le pays au [suicide](#) avec sa proposition de [tranche](#) supérieure d'impôt à 75%. En 2007, les choses étaient différentes: le candidat Nicolas Sarkozy piquait la curiosité des médias et faisait vendre des articles (comme en France), Ségolène Royal intriguait, et l'Amérique avait prêté plus d'attention à la course présidentielle française.

Comme si cela ne suffisait pas, l'Amérique est en période de campagne des primaires républicaines, si bien que la France et l'Europe sont utilisées comme repoussoirs par de nombreux candidats: Newt Gingrich [stigmatise](#) Mitt Romney parce qu'il parle français comme John Kerry, cet autre libéral du Massachusetts (alors que Newt lui-même [parle](#) français), et Romney accuse Obama de vouloir transformer l'Amérique en deuxième [Europe](#) (décrite comme "*faible, socialiste, pitoyable, et, comparée avec le rayonnant modèle américain, dépourvue d'inspiration*"). Quant à Rick Santorum, il [déclare](#) que pas une fois la France n'a soutenu les Etats-Unis au cours des vingt dernières années sur la scène internationale – une façon de s'en prendre à la naïveté supposée de Barack Obama qui a déclaré, lors d'une rencontre avec le Premier ministre [sic] Nicolas Sarkozy, que la France était le meilleur allié des Etats-Unis.

Du reste, c'est précisément cette bonne entente franco-américaine qui explique que l'Administration, de son côté, ne soit pas spécialement encline au changement. Ce n'est pas simplement qu'elle sait ce qu'elle perdrait en cas de défaite de Nicolas Sarkozy sans savoir au juste ce qu'elle gagnerait avec un François Hollande à l'Elysée. C'est que la coopération franco-américaine a été très bonne sur la plupart des dossiers qui comptent pour Obama. Sur l'Iran, Sarkozy a repris la ligne ferme de Jacques Chirac qui remontait à 2002, et l'a encore durcie – calculant que des sanctions renforcées permettraient d'arriver à un compromis et d'éviter des frappes américaines ou israéliennes au lieu de les légitimer (comme cela avait été le cas, grosso modo, pour l'Irak). Ce faisant, il s'est placé en aiguillon des Européens, par exemple pour les sanctions imposées par l'UE, et a facilité la tâche de l'Administration, notamment vis-à-vis des Israéliens, quitte à la bousculer sur sa droite avec une position plus proche du Congrès (et notamment de la Chambre des représentants républicaine) que de l'Exécutif, par exemple concernant les sanctions contre la banque centrale de Téhéran.

Un très bon niveau de coopération a également été atteint avec l'opération en Libye. Cela n'a pas été sans friction, notamment dans les premières semaines. La France ne souhaitait pas voir l'OTAN s'impliquer, alors que du point de vue d'Obama, qui ne voulait pas d'une nouvelle guerre américaine au Moyen Orient, c'était la meilleure façon de placer les Etats-Unis en situation de retrait plutôt que de commandement opérationnel direct (comme c'était le cas du 19 mars aux premiers jours d'avril 2011). Mais la pression des Etats-Unis et des partenaires européens, notamment l'Italie, a eu raison des préférences françaises et a permis le fameux "leadership from behind" par le truchement de l'OTAN qu'Obama appelait de ses vœux, tout en rejetant ce slogan particulier. Sur la Syrie, Obama et Sarkozy sont aussi sur la même ligne – les ouvertures de Paris vers Damas, qui n'étaient pas du goût de l'Administration, ayant cessé avec le déclenchement du cycle manifestations / répression en 2011 – même si c'est une ligne très contrainte, à la fois par le Conseil de Sécurité et par les réalités sur le terrain.

Le retour dans le commandement militaire intégré de l'OTAN a permis, au minimum, un apaisement général des suspicions contre la défense européenne, et là encore, les positions de l'Administration Obama et de la France sont très proches. C'est le gouvernement de David Cameron qui se retrouve isolé, plus atlantiste que l'Amérique, sur des questions comme le quartier général européen, que défendent aussi les Allemands et les Polonais – alors que les Américains soutiennent tout ce qui peut contribuer à maintenir un effort de défense européen conséquent. On a assisté, au cours des dernières années, à un affaiblissement de la relation privilégiée anglo-américaine, à une sorte de désillusion (en raison de l'usure de la capacité militaire britannique et de frictions spécifiques sur l'Irak et l'Afghanistan) et de scepticisme grandissant sur la stratégie de Londres vis-à-vis de l'Europe. Si la Grande-Bretagne se marginalise dans l'Union européenne, comme en décembre 2011 avec le Pacte budgétaire européen, elle ne peut plus servir de pont transatlantique, de représentant de la sensibilité atlantiste et libérale pour équilibrer le couple franco-allemand.

Car au-delà de la bonne coopération bilatérale franco-américaine sur nombre de sujets moyen-orientaux ou globaux comme le G20 en 2011, Washington, adaptant son approche aux transformations des équilibres européens suite à la crise de l'Euro (faiblesse de Bruxelles, marginalisation de Londres, ascension de Berlin) a vu la France comme un utile contrepoids aux tendances déflationnistes d'Angela Merkel. Obama et Sarkozy se sont retrouvés alignés à de nombreuses reprises au cours de la crise – en faveur, par exemple, d'un pare-feu plus important, d'une intervention plus directe et robuste de la BCE, d'une relance économique, etc. – et Washington compte sur la France pour corriger les effets dépressifs du "remède allemand". C'est d'autant plus important que la réélection d'Obama dépend, on le sait, de l'économie, et que le scénario le plus craint par son équipe de campagne est celui d'une rechute de l'Europe.

Mais justement, c'est sur ce point que François Hollande peut jouir d'un avantage aux yeux de la Maison-Blanche. Nicolas Sarkozy a dû "coller" aux positions d'Angela Merkel sur le Pacte budgétaire européen. Du coup, dès l'accord conclu au mois de décembre 2011, le candidat socialiste a annoncé son intention d'en demander la renégociation s'il était élu, pour y ajouter, a-t-il expliqué, un volet croissance. Or, depuis ce temps, les prévisions d'activité européenne ont été revues à la baisse pour cette année (stagnation pour l'UE et recul de 0,3% pour la zone euro en 2012), et la plupart des acteurs et observateurs – marchés, milieux patronaux, gouvernements européens – ont souligné l'insuffisance d'une approche uniquement centrée sur la discipline budgétaire, et la nécessité de ne pas étouffer l'activité, ce qui pourrait relancer la crise de l'Euro de façon dramatique. Si François Hollande est élu, il pourrait lui être plus facile d'obtenir un nouvel accord européen, sous une forme de protocole additionnel par exemple, visant à soutenir la croissance (même auprès des leaders conservateurs qui l'ont boudé, et avec l'aide du SPD dont Merkel a besoin pour ratifier le Pacte) qu'à Nicolas Sarkozy – ce qui serait vu de façon très favorable par la Maison-Blanche.

Par ailleurs, le candidat socialiste a envoyé des signaux rassurants à Washington au mois de mars, par l'entremise de deux de ses proches, Jean-Yves Le Drian (président de la région Bretagne et responsable des questions de défense) et Jean-Pierre Bel (président du Sénat). Il a annoncé la continuité sur les dossiers iranien et syrien, de même que sur l'OTAN. Si François Hollande s'était opposé à la réintégration complète du commandement militaire, et annonce un exercice de bilan coût / avantage de cette initiative dès ses premiers mois en tant que président s'il est élu, il n'entend pas la remettre en cause et envisager un nouveau retrait. Le budget de la défense, quant à lui, ne connaîtra pas de chute brutale, même s'il sera mis à contribution pour réduire les déficits. Un nouveau Livre Blanc, a annoncé le candidat, prendra en compte l'évolution de la stratégie américaine, telle qu'annoncée dans la nouvelle [revue](#) stratégique américaine de janvier 2012.

Concernant les dossiers où les promesses du candidat pourraient heurter de front les intérêts américains (davantage que les positions françaises actuelles), François Hollande fait valoir une méthode. Capitalisant sur les irritations créées par une diplomatie française parfois imprévisible voire impulsive (de la position en faveur des Palestiniens à l'ONU et du vote à l'UNESCO sur ce thème à l'automne 2011 jusqu'à l'annonce surprise d'un retrait anticipé des troupes d'Afghanistan après la mort de quatre soldats français en janvier 2012, et de nombreuses initiatives françaises prises sans en informer Washington), il met en avant ses aspects "anti-Sarkozy": lui sera lisible et prévisible pour ses partenaires.

C'est de cette façon qu'il entend, en cas d'élection, réduire les frictions sur deux dossiers qui posent vraiment problème à l'Administration Obama: l'Afghanistan et la défense anti-missile. Il est vrai que François Hollande a depuis longtemps annoncé qu'il entamerait le retrait des troupes combattantes d'Afghanistan dès son élection, afin qu'il soit effectif avant la fin [2012](#) – soit deux ans plus tôt que l'accord scellé à l'OTAN et un an plus tôt que la date annoncée par Sarkozy (le secrétaire à la Défense Leon Panetta a également annoncé en février que les soldats américains feraient une transition du combat à l'entraînement en 2013). Si

récemment, il a moins [insisté](#) sur le strict respect de son calendrier, que la logistique risque de rendre difficile à tenir de toute façon, cela reste un vrai problème pour l'Administration. De même, le candidat a exprimé son scepticisme sur le système anti-missile d'Obama (Phased Adaptive Approach), pour des raisons tant budgétaires que stratégiques (mise en cause au moins partielle de la dissuasion nucléaire qui coûte déjà très cher), et même si la défense anti-missile a été adoptée comme mission centrale de l'OTAN au sommet de Lisbonne en 2010.

Le problème, c'est qu'en cas d'élection, François Hollande aura très peu de temps pour négocier ces deux points délicats avec Washington. Il héritera d'une négociation (à 28 pays) quasiment aboutie et, du fait du délai de dix jours nécessaire au Conseil constitutionnel pour valider son élection éventuelle le 6 mai, il n'aura un gouvernement en place qu'un jour avant son départ pour la rencontre du G8 (les 18 et 19 mai à Camp David) et surtout le sommet de l'OTAN à Chicago les 20-21 mai. A travers ses émissaires, il a assuré l'Administration de sa volonté de ne pas mettre Obama en difficulté au sommet de Chicago, qui marque un temps fort de sa propre campagne de réélection pour les questions internationales. Ses gestes de bonne volonté seront-ils suffisants pour contrebalancer la préférence de la Maison-Blanche pour la continuité le 6 mai? En tout cas, ils pourraient s'avérer précieux si les électeurs français décidaient de l'élire.

***Justin Vaïsse est Senior Fellow, The Brookings Institution**